

Décret sur la confidentialité des données de santé

La carte CPS est rendue obligatoire

LE DÉCRET relatif à « la confidentialité des informations médicales conservées sur support informatique ou transmises par voie électronique » est enfin paru au « Journal officiel ». Attendu depuis cinq ans, ce texte rend « obligatoire » l'utilisation de la carte de professionnel de santé (carte à puce CPS) chaque fois qu'un professionnel de santé transmet ou a accès à des données médicales à caractère personnel conservées sur support informatique.

Les praticiens des établissements de santé publics et privés disposent toutefois d'un « délai de trois ans » pour se conformer à cette obligation. La CPS permet aux professionnels de s'authentifier, de signer des documents électroniques et de chiffrer des messages. Rappelons que la carte CPS, une fois déchargée de ses données d'assurance-maladie (liées à l'application Sesam-Vitale), pourra devenir à l'horizon 2009 la carte ordinaire et européenne des professionnels de santé.

Le décret sur la confidentialité des données médicales informatisées oblige par ailleurs « tout professionnel, tout établissement et tout réseau de santé ou tout autre organisme intervenant dans le système de santé » à respecter des « référentiels » pour la conservation de données

médicales informatisées et leur transmission par voie électronique entre praticiens. Ces référentiels seront « définis par arrêtés du ministre chargé de la Santé, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés » (Cnil).

Ces arrêtés ministériels détermineront « les fonctions de sécurité nécessaires à la conservation ou à la transmission des informations médicales en cause » et fixeront « le niveau de sécurité requis pour ces fonctions » (sécurisation des matériels et des locaux, sauvegardes, mesures d'identification et d'habilitation, traçabilité des accès, chiffrement des échanges, etc.). Les professionnels, établissements, réseaux de santé, et les organismes impliqués dans le système de soins devront se mettre en conformité avec ces référentiels dans un « délai d'un an » à partir de la publication des arrêtés.

Quant au projet de décret DMP, qui doit préciser le contenu et les modalités de fonctionnement du futur dossier médical personnel, il reste en souffrance. La Cnil a reçu à la fin avril le projet de décret pour avis.

Mais la commission se refuse à examiner le projet de décret DMP tant que le nouveau gouvernement ne lui a pas précisé

les éventuelles modifications qu'il souhaite y apporter.

Dans ce contexte, la Cnil a donné son feu vert à l'expérimentation du dossier pharmaceutique de l'Ordre national des pharmaciens (« le Quotidien » d'hier), sous réserve que celle-ci reste limitée dans le temps et l'espace, et qu'elle soit aussi « complètement déconnectée du DMP », précise Jeanne Bossi à la Cnil.

Le projet de dossier pharmaceutique (outil professionnel à l'usage des pharmaciens d'officine pour limiter les accidents iatrogènes) sera expérimenté dans six départements et pendant six mois seulement.

> A. B.